













SITUATION DES BASSINS DE VIE

EN MATIERE DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS



BASSIN RHODANIEN

(730 000 hab.)

BASSIN ALPIN (312 000 hab.)

BASSIN PROVENCAL (2 749 000 hab.)

BASSIN AZUREEN

(1 371 000 hab.)

SITUATION 2024 EN MATIERE DE TRAITEMENT DES DECHETS RESIDUELS

(stockage et valorisation énergétique)

FAIRE EVOLUER LES COMPORTEMENTS

- 100 % de collectivités régionales disposant d'une connaissance parfaite des coûts en 2022 via l'application « Comptacoût® » (accompagnement ADEME)
- Une première étape de 22 % des habitants couverts d'ici 2020 par une tarification incitative puis 35 % des habitants en 2025
- Généraliser la Redevance Spéciale à l'horizon 2022



编艺

13/16 EPCI ont validé la matrice coût de l'ADEME pour les données 2022.

Déficitaire depuis 2020 (1 ISDND et 1 UVE)

0 % de la population couverte par la tarification incitative en 2022 mais des projets en cours. Déploiement progressif de la Redevance Spéciale (11/16 EPCI en 2022)

3 ISDND ayant des capacités de stockage compatibles avec les objectifs du SRADDET

16/16 EPCI ont validé la matrice coût de l'ADEME pour les données 2022

0 % de la population couverte par la tarification incitative en 2022, des projets en cours. Depuis 2023, la RI est en cours de déploiement sur la CC GUILLESTROIS-QUEYRAS.

Déploiement de la Redevance Spéciale (13/16 EPCI en

Evolution des quantités de Déchets Ménagers et

Assimilés de 2015 à 2022 :

+ 4,6 % (+ 1,3 % en kg/hab.)

10/10 EPCI ont validé la matrice coût de l'ADEME pour les données 2022.

8 ISDND avant des capacités de stockage compatibles

avec les objectifs du SRADDET et deux UVE en

0 % de la population couverte par la tarification incitative en 2022 mais des projets en cours. Déploiement de la Redevance Spéciale (10/10 EPCI Fortement déficitaire depuis 2010 (2 ISDND et 2 UVE dont un en cours de travaux de rénovation)

10/10 EPCI ont validé la matrice coût de l'ADEME pour les données 2022.

0 % de la population couverte par la tarification incitative en 2022 mais des projets en cours. **Depuis** 2023, la RI est en cours de déploiement sur la CC PAYS DE FAYENCE

Déploiement progressif de la Redevance Spéciale (6/10 EPCI en 2022)

PREVENIR ET REDUIRE

Réduire de 10 % les quantités de Déchets Ménagers et Assimilés non dangereux en 2025 par rapport à 2015

Priorité absolue de mettre en œuvre les Programmes Locaux de Prévention des Déchets à l'échelle des territoires de chaque EPCI compétent au plus tard en 2020 (déchets des ménages et déchets des activités économiques) pour faire baisser les volumes à traiter

Poursuivre et renforcer la prévention des déchets verts et la gestion de proximité en tenant compte des interdictions de brûlage à l'air libre en partenariat avec les communes

Et diviser par deux la quantité de déchets des activités économiques collectée en mélange avec les déchets des ménages dès 2025 (différencier les flux de déchets des activités économiques collectés)

Evolution des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés de 2015 à 2022 :

+ 2.7 % (+ 1.6 % en kg/hab.) Depuis 2023, 14 sur 16 EPCI sont engagés dans un

Depuis 2023, 14 sur 16 EPCI sont engagés dans un Programme Local de Prévention (7 approuvés couvrant Programme Local de Prévention (9 approuvés).

Evolution des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés de 2015 à 2022 :

-3% (-6% en ka/hab.)

Depuis 2023, **8 sur 10 EPCI** sont engagés dans un Programme Local de Prévention (6 approuvés).

Evolution des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés de 2015 à 2022 :

- 2.4 % (- 5.4 % en kg/hab.)

Depuis 2023, **9 sur 10 EPCI** sont engagés dans un Programme Local de Prévention (7 approuvés couvrant 9 EPCI).

FAVORISER LE REEMPLOI

- Développer le réemploi et augmenter de 10 % la quantité des déchets non dangereux non inertes faisant l'objet de préparation à la réutilisation
- Développer l'installation de sites de réemploi (économie circulaire)
- Développer l'utilisation de ressources issues du réemploi et la substitution par des ressources issues du recyclage
- Soutenir le développement des filières de réemploi
- En tant que prescripteurs publics, privilégier l'orientation des déchets de chantiers vers des filières de réemploi

83 structures de réemploi recensées en 2023

En 2022, 46 % des Déchets Ménagers et Assimilés ont

intégrant les mâchefers/métaux valorisés. Le taux de

été valorisés matière (+1,4 % par rapport à 2015),

46 structures de réemploi en 2023

189 structures de réemploi en 2023

126 structures de réemploi en 2023

RENFORCER LA VALORISATION DES DECHETS

- Valoriser 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025
- Valoriser 90 % des quantités de mâchefers produites par les Unités de Valorisation Energétique en 2025 puis 100 % en 2031
- Augmenter les quantités de déchets d'emballages ménagers triées et atteindre dès 2025 les performances nationales 2015 de collectes séparées des emballages par typologie d'habitat (+55 % par rapport à 2015)
- Privilégier deux schémas de collectes des emballages
- Harmoniser les consignes de tri au plus tard en 2025
- Favoriser la modernisation des centres de tri pour permettre l'extension des consignes de tri avant 2022
- Mettre en œuvre le tri à la source des biodéchets (ménages, administrations et entreprises) dès 2024
- Encourager/Développer des filières de valorisation directe, si possible de proximité
- Réduire les besoins en capacité de stockage

En 2022, 42 % des Déchets Ménagers et Assimilés ont été valorisés (+8 % par rapport à 2015). Ce bassin de vie ne produit pas de mâchefers. Le taux de valorisation varie de 34 % à 55 % selon les collectivités.

L'extension des consignes de tri (ECT) est mise en œuvre depuis 2018-2019.

Le déploiement de stratégies territoriales de tri à la source des biodéchets s'est accélérée en 2023.

En 2022, 43 % des Déchets Ménagers et Assimilés ont été valorisés (+13,5 % par rapport à 2015), intégrant les mâchefers/métaux valorisés. Le taux de valorisation varie de 39 % à 61 % selon les collectivités.

L'extension des consignes de tri (ECT) est mise en œuvre depuis fin 2022.

En 2022, les mâchefers des 2 UVE ont été valorisés à

Le déploiement de stratégies territoriales de tri à la source des biodéchets s'est accélérée en 2023.

En 2<u>022, **50 %**</u> des **Déchets Ménagers et Assimilés ont** été valorisés (+16 % par rapport à 2015), intégrant les mâchefers/métaux valorisés. Le taux de valorisation varie de 44 % à 61 % selon les collectivités.

L'extension des consignes de tri (ECT) est mise en œuvre depuis 2018-2019.

En 2022, les mâchefers des 2 UVE ont été valorisés à

Le déploiement de stratégies territoriales de tri à la source des biodéchets s'est accélérée en 2023.

S'ENGAGER POUR ZERO DECHET PLASTIQUE

ELABORER DES STRATEGIES TERRITORIALES OPERATIONNELLES ET ANTICIPER DES DISPONIBILITES FONCIERES POUR LES EQUIPEMENTS ET UNITES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT (mai 2024)

Anticiper des disponibilités foncières pour les équipements de gestion des déchets de construction (BTP) en cohérence avec les politiques d'aménagement du territoire Intégrer la règle SRADDET sur les friches industrielles, les travaux du GT pérenne de cartographie de ces friches pour le

bassin azuréen, et l'étude de convertibilité des friches identifiées

BESOINS EN EQUIPEMENTS STRUCTURANTS (recensement fin 2021/mi 2022 auprès des territoires, une centaine de projets identifiés)

valorisation varie de 30 % à 62 % selon les collectivités. L'extension des consignes de tri (ECT) est mise en

œuvre depuis fin 2022.

En 2022, **les mâchefers** de l'UVE ont été valorisés à 99 %

Le déploiement de stratégies territoriales de tri à la source des biodéchets s'est accélérée en 2023.

Au 15 avril 2024, 344 signataires engagés dans la charte régionale zéro déchet plastique : 121 communes et intercommunalités, 104 associations et gestionnaires de milieux aquatiques et d'espaces naturels, 108 entreprises, 11 établissements scolaires

En 2024. 6 SCOT dont 2 exécutoires. 1 en cours d'élaboration et 3 en révision En 2024, 8 SCOT dont 1 exécutoire. 5 en élaboration et 2 en révision

En 2024, 8 SCOT dont 3 exécutoires. 1 en élaboration et 4 en révision

En 2024. 7 SCOT dont 1 exécutoire. 4 en cours d'élaboration et 2 en révision

Une quarantaine de projets structurants (centre de tri, valorisation énergétique, traitement des biodéchets, déchèteries professionnelles, ressourceries,...).

100 M€

Une vingtaine de projets structurants (traitement des biodéchets, déchèteries professionnelles, ressourceries, méthanisation,...).

Une trentaine de projets structurants identifiés (centres de tri, valorisation énergétique, déchèteries professionnelles, ressourceries, sites de prétraitement des déchets résiduels,...).

350 M€

Une quinzaine de projets structurants (valorisation énergétique, traitement des biodéchets, déchèteries professionnelles, ressourceries, sites de prétraitement des déchets résiduels....).

PROJETS D'EQUIPEMENTS COMPLEMENTAIRES

31/07/2024

De nombreux projets en cours inscrits dans les contrats d'objectifs « Prévention, tri des déchets et économie circulaire » et des projets portés par des opérateurs privés.

ESTIMATION DES INVESTISSEMENTS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE LA PLANIFICATION **NATIONALE ET REGIONALE (2019-2025)**

CONTRATS D'OBJECTIFS « PREVENTION, TRI DES DECHETS ET ECONOMIE CIRCULAIRE » AU 13/16 EPCI et un syndicat ont contractualisé

14/16 EPCI et deux syndicats ont contractualisé

50 M€

8/10 EPCI ont contractualisé

9/10 EPCI et trois syndicats ont contractualisé

200 M€